

Topo sexisme interne

L'idée de ce topo est de commencer par une accroche (théâtre forum, extrait de films, de documentaires, lectures croisées...) et un premier échange, et de faire dans un deuxième temps un tour un peu plus complet des enjeux de la discussion. Le topo se présente donc par thèmes, ce qui permet de s'adapter à ce qui a été dit ; notamment on peut surligner les passages les plus pertinents). Le texte est rédigé mais il est possible de souligner juste certains points ; chiffres, mots-clés, références, et de se l'approprier !

Légitimité

Les femmes représentent à peine 30% de l'organisation, un chiffre loin du parti « à l'image de la société que nous voulons construire ». Ce chiffre est tout à fait représentatif d'une répartition sexuelle des tâches et des rôles au sein d'une société largement dominée par des normes sexistes. En effet, la politique n'est pas « une affaire de femmes », et quand les femmes n'en sont pas tout simplement exclues, il est plus dur pour elles de s'y engager. Souvent, lorsqu'elles sont présentes en réunion, elles prennent peu la parole.

D'abord, les militantes sont « naturellement » vues comme illégitimes en politique, qui reste dans notre société le territoire de la « représentativité » donc du sujet « neutre », c'est-à-dire homme, blanc et hétérosexuel. Bien que le NPA soit une organisation en faveur de l'émancipation, nous ne sommes pas en dehors de la société et nous payons les conceptions rétrogrades qui y sont véhiculées. Autrement dit, être militante suppose une transgression sociale plus importante que celle opérée par les hommes, dès lors que les femmes sont socialement assignées à la sphère privée, la sphère publique (et *a fortiori* politique) restant encore largement un privilège masculin. Notamment, cela implique que leur légitimité militante doit se « gagner », contrairement à une légitimité masculine bien plus souvent reconnue d'emblée. Pour gagner cette légitimité, elles sont donc plus facilement amenées à d'importants « sacrifices » afin de se conformer à un modèle de militantisme toujours basé sur une certaine conception du « militant professionnel », qui opère sur un mode sacrificiel. . Puisque directement vues comme illégitimes, voire déconsidérées par un schéma sexiste intériorisé qui veut que la politique reste un domaine masculin, c'est donc par une sur-présence, souvent sur des tâches techniques, que les militantEs cherchent à prouver qu'elles peuvent avoir autant de légitimité et d'importance pour l'organisation que leurs camarades masculins. . Ce qui, en fait, risque souvent de renforcer leur illégitimité politique, par un cantonnement à des tâches majoritairement techniques.

Répartition des tâches... et des sujets

En revanche, lorsqu'il s'agit de distribuer des tracts, de faire des collages, de faire les comptes-rendus de réunion au niveau des comités ou d'organiser des hébergements, de gérer nombre de tâches techniques, les militantes sont bien là.

La forme la plus évidente et la mieux connue c'est donc le partage inégal des tâches. Aux hommes sont généralement réservées les tâches ponctuelles et valorisantes socialement, comme la prise de parole en public ou la présidence des réunions tandis que sont plus souvent attribuées aux femmes les tâches plus ingrates et répétitives (compte-rendus, tâches techniques).

D'autre part, les femmes sont bien souvent spécialisées dans certaines thématiques considérées comme socialement « féminines » : le féminisme, évidemment, mais aussi le social, l'éducation, la santé..., alors que les hommes peuvent beaucoup plus facilement revendiquer des expertises de fond sur l'économie, la stratégie etc., et ils seront ceux qui s'occuperont de la formation des autres militantEs.

Attaques directes, dites « politiques » :

Tant que les militantEs se cantonnent aux tâches techniques, même si elles les multiplient, elles ne sont pas une menace. Les propos sexistes directs interviennent quand les implicites n'opèrent plus.

Cela s'exprime, par exemple, par une négation de leur légitimité politique et de leur compétence, ce qui est particulièrement efficace puisque les femmes sont socialement conditionnées à s'interroger sur ces deux questions. Cela peut aussi se traduire par une critique des travers considérés comme non féminins, qui sont en réalité ceux de tout militant qui assume un rôle moteur dans un groupe. Notons par exemple les remarques du types « tu te mets trop en avant », « tu parles trop », « tu es agressive » ou les remarques qui circulent « elle a les dents qui rayent le plancher », « elle est carriériste »... Plus une femme sera moteur ou haut placée dans la hiérarchie militante, plus les attaques seront violentes. Les hommes mettent d'ailleurs en place des réseaux informels à ces échelles dans lesquelles les femmes ne sont que peu ou pas incluses ; or ce n'est pas anodin car dans notre milieu, l'information, c'est le pouvoir.

Prise en compte des spécificités sociales et physiologiques

Enfin, la non prise en compte des tâches domestiques qui incombent encore largement aux femmes et aux militantEs aussi, n'est pas discutée dans l'organisation. Bien souvent, la question de la gestion du temps pour une mère, une fille, une salariée, une militantE, est à régler individuellement.

Pour les militantes, c'est une triple journée (travail, tâches domestiques, militantisme). Le fait que les femmes sont plus souvent contraintes d'assumer du travail domestique ou familial, les soins des enfants, des vieux ou des malades, est complètement négligé dans la répartition des tâches ou les contraintes d'assiduité militante.

Par ailleurs, concernant les gardes d'enfants nous ne pensons pas ou peu les difficultés des camaradEs. Une réflexion doit s'amorcer pour offrir des pistes qui permettraient aux militantEs d'assister à toutes les réunions qui les intéressent. Cette question est d'autant plus importante qu'étant donnée la répartition sexuelle des tâches dans la majorité des couples, il est évidemment plus probable que ce soit les femmes qui souffrent le plus de l'absence d'organisation pour les gardes d'enfants, ayant plus de chances de devoir renoncer aux tâches militantes et aux réunions pour s'occuper des enfants que les hommes.

Plus insidieux, la négation de ce qu'est être une femme aujourd'hui ; il s'agit de l'interdiction tacite ou explicite d'évoquer les difficultés féminines, renvoyées à des problèmes personnels alors qu'il s'agit de questions biologiques ou sociétales. Par exemple, quelle militante arrive à dire qu'elle n'assumera pas une diff parce qu'elle a ses règles, et qu'elle a mal et est épuisée ? Quelle militante peut parler ouvertement en réunion d'un rdv pour une IVG sans qu'un silence pesant s'installe ? Pour le travail des militantes, c'est tout aussi discriminant, un emploi féminin étant considéré comme moins important qu'un travail masculin, une femme est censée pouvoir faire grève ou sécher son travail ou ses cours plus facilement (d'autant que les filières « féminines », littéraires par exemple, sont extrêmement méprisées par les camarades hommes) ; les emplois traditionnellement féminins comme les gardes d'enfants sont considérés quasiment comme du loisir, et il est difficile aux militantes qui ont trouvé du travail comme baby-sitters de faire respecter leurs horaires de travail dans les choix de réunions ou d'être reconnues pleinement comme salariées et exploitées.

Hors réunion : Sexualisation des militantes, immiscions dans le personnel, relations de domination

Le paternalisme est aussi une autre façon d'asseoir la domination masculine. Souvent, l'intention est bonne : conseiller, expliquer etc... Mais l'effet produit est bien souvent l'inverse : le militant se met alors dans la posture dominante de « celui qui sait » et crée une hiérarchie étouffante. Cela a en plus comme corollaire la difficile prise en compte des nouvelles façons de faire de la politique qui sont immédiatement stoppées par « celui qui sait. »

De manière générale, on reproche à une militante de ne pas être « féminine », de ne pas jouer le jeu : de ne pas se maquiller, de manquer de charme, de ne pas faire attention à son look, de manquer de douceur. Une militante qui refuse les attributs dits féminins met mal à l'aise, on la suppose lesbienne, ce qui signifie en fait androphobe, ou asexuée.

Cependant, même une militante qui ne s'axue pas se retrouve confrontée à des problèmes récurrents ; la drague, les questions sur sa vie sexuelle (est-elle en couple, avec qui, depuis quand, est-elle fidèle...), les jugements moraux voire une véritable instrumentalisation politique (unetelle a trop d'amants, une autre est bisexuelle, elle est donc déséquilibrée, machine couche avec tout le monde, c'est pour ça qu'elle a de l'influence, truc est en couple avec un camarade, donc leurs positions politiques découlent de cette relation, leurs divergences d'embrouilles privées, leurs accords de leurs sentiments...).

Une militante qui se fera draguer dans le cadre militant, par des militants ou non, ne sera pas comprise si elle s'en plaint puisque c'est censé être valorisant ; les militantes sont souvent dans une assez grande détresse sur ces questions.

Cette observation perpétuelle et les ragots qui en découlent pèse très lourdement sur les militantes, qui ont des difficultés à avoir une vie sexuelle spontanée et épanouissante dans l'organisation, ou doivent cacher leurs relations. Citons encore le cas des camarades en couple avec un camarade de l'orga, qui se retrouvent à devoir gérer le poids de leur éducation face à des conflits politiques parfois difficiles ; arriver à tenir ses positions propres face à son compagnon, être entendue et écoutée en tant qu'individu distinct de celui-ci, ne pas assumer un rôle de modératrice dans le milieu militant comme à domicile, peut mener à des situations intenable. Enfin, les cas de séparation, dont la faute retombe toujours sur la femme, avec une absence totale de solidarité militante en cas de tensions au sein des groupes militants entre des ex-amants ou compagnons, peut provoquer des prises de recul voire des départs.

Idéal viril ouvrier :

Dans la même logique, la valorisation d'un imaginaire ouvrier masculin qui a encore largement cours à l'extrême gauche a souvent tendance à nier le travail féminin au profit d'un idéal viril ouvrier ; c'est ainsi que les interventions sont plus facilement développées vers les milieux masculins (cheminots, usines automobiles...) que féminins (petite enfance, santé etc.).

Cela est lié à la valorisation d'un imaginaire ouvrier masculin qui a encore largement cours à l'extrême-gauche, qui nie le travail féminin au profit d'un idéal viril ouvrier ; c'est ainsi que les interventions sont plus facilement développées vers les milieux masculins (cheminots, usines automobiles...) que féminins (santé, petite enfance...).

L'ambiance dans les réunions est d'ailleurs imprégnée de cet idéal viriliste, avec des interventions souvent agressives, pseudo-spirituelles et pseudo-objectives, à voix grave et forte, à l'inverse des codes de communication féminins, socialement basés sur le compromis, le subjectif, l'adoucissement de la voix – dévalorisés dans le milieu militant alors qu'ils ne sont qu'une forme de communication tout aussi utile, et parfois plus vu le niveau de confrontation et de tension qu'atteignent certaines réunions.

Débats et pouvoir

Les femmes sont également plus souvent interrompues que les hommes, et les sujets qu'elles introduisent dans le débat sont moins repris.

Voici la répartition des tâches femmes/hommes dans le travail de la conversation d'après l'étude de Corinne Monnet : les hommes parlent plus longtemps que les femmes, celles-ci sont plus souvent interrompues, et ceci quasiment exclusivement par des hommes, les femmes tombent dans le silence plus souvent, surtout après avoir été interrompues, les femmes sont souvent requises pour soutenir le discours masculin (regards, hochements de tête, onomatopées...), alors que celui des femmes est peu soutenu, les sujets de discussion introduits par les hommes sont plus souvent repris que ceux des femmes...

Sur les sujets féministes eux-mêmes, des stratégies variées ont été développées pour éviter les remises en question de la part des camarades hommes. Par exemple, récupérer le tour de parole à son profit, en changeant de sujet, relativiser le débat en le comparant à d'autres formes d'oppressions que les hommes subissent aussi, rejeter les témoignages comme des cas particuliers

voire comme des « arguments d'autorité »... Les échéances féministes qui ramènent des camarades hommes ne sont en général que celles qui permettent une confrontation avec les fascistes.

C. West estime que « *Les interruptions masculines constituent des parades de pouvoir et de contrôle à l'intention des femmes. [...] Cette asymétrie des interruptions dans les échanges mixtes incite à émettre l'hypothèse que certaines situations contribuent à mettre en relief la distinction sociale des sexes.* ». Ces stratégies manifestent des inégalités mais garantissent aussi un mode d'échange basé sur le contrôle et le maintien d'une relation de pouvoir.

Les effets et les mécanismes des rapports de domination de genre n'épargnent donc pas le déroulement de nos débats. Car si les femmes parlent peu, ce n'est pas parce qu'elles seraient plus timides, moins formées, ni parce qu'elles ne sont pas féministes ou qu'elles n'ont pas l'habitude d'être en position de pouvoir.

C'est la conséquence d'une relation de domination qui non seulement s'exerce dans la société toute entière y compris dans notre parti mais surtout qui se trouve entretenue en temps réel dans les modalités d'échange et les pratiques conversationnelles.

Or, si on considère que ces pratiques sont la base de nos activités politiques, alors la place des femmes, à travers les débats notamment, restent encore largement dominée et contrôlée. Le contenu et le déroulement des échanges peuvent ainsi complètement leur échapper tout comme leur rôle politique.

En effet, la façon dont les débats fonctionnent dans l'organisation s'appuie sur des normes masculines de virilité qui ont tendance à exclure les militantEs, socialement éduquées, astreintes à un certain type de communication, qui diffère de celui des hommes. Pour schématiser, les hommes sont valorisés dans les situations de conflit, de domination physique (posture, gestes), intellectuelle (arguments d'autorité, « objectivisation » de ses positions) et psychologique (ironie, condescendance...), alors que les femmes ont socialement le rôle de médiatrices, éduquées à l'écoute, à être patientes, à chercher les points d'accord et à poser des questions. Cela ressort dans les débats, où les propositions des femmes vont plus souvent vers le consensus, ce qui permet aussi aux hommes d'adopter des positions de principe. De même, une militantE aura davantage tendance à présenter sa position comme un ressenti personnel alors qu'un militant saura plus facilement la présenter comme « objective ». Les situations de conflits et d'agressions lors des débats défavorisent les femmes qui n'ont pas été socialement éduquées pour cela et pour qui ces modalités ont plus de chance de représenter une violence mentale lourde et répétée, quand bien même elles s'y plient. Il existe pourtant d'autres formes d'expression des désaccords qui ne sont pas moins « politiques » ou « spontanées ».

Au-delà de ces pratiques construites un autre contrôle s'exerce, démontré par l'étude de Corinne Monnet, lorsque ces règles sont transgressées ou détournées. Qu'en est-il des militantes qui prennent la parole, qui affichent une position non consensuelle ou nouvelle ? Cette émancipation au contrôle et à la position dominée est sanctionnée par une « évaluation négative » sous forme « d'hostilité » et de « stigmatisation ». Ces sanctions expliquent le mal être de celles qui persistent ou le silence de celles qui se préservent. Une femme qui se démarque par la transgression même devra toujours plus se justifier et sera repoussée dans ses retranchements.

Il est nécessaire d'en discuter collectivement et de s'emparer des nombreux outils existants à tester, retravailler voire inventer :

- instaurer des règles de débat : ne pas interrompre, faire attention au ton utilisé, au vocabulaire, éviter les références historiques ou bibliographiques ou les expliciter, pas d'attaques directes des camarades, minuter les temps de parole.
- instaurer des listes de tour de paroles : alternance hommes/femmes, priorité aux 1ères interventions...

- fluidifier les discussions avec un code gestuel (problème de compréhension, besoin de précision...)
- faire tourner les rôles (animation, prise du tour de parole, minutage des interventions, CR...)
- rendre visible les mécanismes de domination en utilisant un carton rouge
- utiliser d'autres formes de débats : en petits groupe puis en grand groupe ; échanges croisés à partir d'un même texte à lire/à découvrir ensemble ; discussion recherchant le consensus ; banque de questions (chacun-e pose sa question sur un post-it, on récolte tous les post-it, lecture de tous les post-it, discussion générale) ; la ligne (on place un axe dans une pièce, on pose une question, chacun se place autour de l'axe en fonction de son avis sur la question (pour, contre, mitigé...) puis explicite sa position, la boule de neige pour la prise de décision (négociation), on trouve une position à 2, puis à 4, puis à 8...

Une Campagne antisexiste dans le NPA

Libérer la parole : Afin que tous et toutes comprenions de façon concrète de quoi nous parlons, nous pourrions recueillir les témoignages anonymisés des camaradEs victimes de propos et comportements sexistes, afin d'étayer concrètement nos discussions sur le sujet. La question n'est, bien sur, pas de stigmatiser les camarades, mais de permettre une prise de conscience de ce que sont des propos et des comportements sexistes, et de ce que vivent les camaradEs militantes. Cela permettra aussi à des camaradEs isolées dans leurs comités ou commissions de pouvoir partager et voir que d'autres camaradEs sont concernées : passer du privé au public, de l'individuel au collectif.

Agressions : Par ailleurs, lorsque des camaradEs subissent des agressions sexistes, il faut organiser un soutien et une prise en charge collective du problème. Cela doit s'organiser à tous les niveaux : local, régional, national. Une camarade doit savoir à qui s'adresser, qui interpeller, il faut donc des référentes régionales sur cette question. De plus, les comités locaux doivent autant que cela est possible prendre en charge ces questions, en discuter collectivement, et trouver des solutions au niveau local. Bien sur la commission de médiation existe, mais il est primordial que les comités locaux (ou les commissions thématiques) apprennent à gérer ces difficultés sans pour autant se décharger pour des raisons de facilité sur la commission de médiation. En outre, les AG non-mixtes sont des outils très intéressants et très performants pour discuter, partager et se soutenir, et l'hostilité qu'elles provoquent parfois chez les camarades hommes en démontre assez l'utilité.

Débats : Enfin, puisque nous souhaitons proposer des alternatives au fonctionnement actuel, nous devons développer des outils concrets dont pourront se saisir tous les comités et toutes les commissions pour traiter la question du sexisme dans notre organisation. Chaque comité, commission doit mettre à l'ordre du jour d'une de ses réunions la question du sexisme dans l'organisation, pas sous un angle théorique, mais bien pratique, par exemple en utilisant *le théâtre forum* (saynettes représentant des comportements sexistes, et permettant une discussion interactive), en effectuant un *décryptage du fonctionnement du comité* (2 observateur-rices se mettent en retrait pendant une réunion, pour relever comment se fait la répartition des tâches dans le comité, qui préside, qui prend le tour de parole, comment se répartit la parole entre F/H, qui intervient sur le fond, la forme, qui fait quelles tâches, politiques ou techniques..., puis font un compte-rendu au comité suivant pour ouvrir une discussion), en *établissant des règles de débats* (temps d'intervention limité, liste de tour de parole H/F, définition d'un code gestuel...) ou *en utilisant de nouvelles formes de débats* (débats en petits groupes...), en *intégrant la féminisation de leur langage* (il y a des militants ET des militantES...)...

Autodéfense : Enfin, il nous semble que les techniques d'autoémancipation féministe, comme les formations d'autodéfense féministe par exemple, sont des outils utiles de lutte contre l'oppression sexiste qu'il est important de considérer, et de favoriser. Il ne s'agit pas ici de prôner une

individualisation des réponses, bien au contraire : l'autodéfense féministe est un moyen pour les femmes de partager, collectivement, des outils pour détecter des situations potentiellement dangereuses, éviter l'escalade d'un conflit et se défendre mentalement, verbalement et physiquement contre toutes sortes d'agressions sexistes. Il s'agit ainsi de se renforcer mutuellement, dans un cadre féministe, et de s'attaquer aux normes et modes de socialisation sexistes afin de transformer ce qui limite l'estime de soi des femmes et leur capacité d'agir.

Défendre des interventions tournées vers les milieux féminins

Enfin, un vrai changement d'approche, notamment une remise en cause d'un idéal viril ouvrier, ne peut se cantonner à des modifications internes. Il s'agit de s'interroger sur la réalité de notre intervention en direction des femmes. Nous proposons donc que l'organisation dans son ensemble se saisisse des luttes en cours, et envisage une vraie campagne sur le sujet, qui pourrait par exemple porter sur la santé, domaine qui est à la fois un domaine de travail très précaire des femmes, et un service public nécessaire à leur émancipation.